



Ville de MIRANDE

## ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

**VU**, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

**VU**, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

**VU**, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

**VU**, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDERANT**, la demande formulée le 19 Janvier 2026 par Monsieur SARTHE Daniel, représentant de l'entreprise LABURTHE sise A Beyret- 32300 Saint-Arroman-en vue d'être autorisée à occuper le domaine public Place Louis Durieux pour procéder à des travaux de rénovation sur le parvis de l'église **du 21 Janvier 2026 à 08h00 au 23 Janvier 2026 à 18h00**.

### ARRÊTE

**Art.1er** : L'entreprise LABURTHE est autorisée à occuper le domaine public Place Louis Durieux pour procéder de rénovation sur le parvis de l'église **du 21 Janvier 2026 à 08h00 au 23 Janvier 2026 à 18h00**.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

**Art.2** : L'Entreprise LABURTHE est chargée de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

**Art.3** : A cet effet, les places de stationnement le long de l'église face au 12 Place Louis Durieux sont interdites aux véhicules et réservées à l'entreprise LABURTHE aux droits du chantier durant la période précitée.

**Art.4** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

**Art.5** : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 19 Janvier 2026.

Le Maire,

Pour le Maire Empêché  
L'Adjoint

NOTIFIE LE 19/01/26



Michel CORTADE

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noulibos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

